

CORRIGE

Ces éléments de correction n'ont qu'une valeur indicative. Ils ne peuvent en aucun cas engager la responsabilité des autorités académiques, chaque jury est souverain.

BREVET DE TECHNICIEN SUPÉRIEUR

ÉCONOMIE GÉNÉRALE ET ÉCONOMIE D'ENTREPRISE

La commission de choix de sujets a rédigé cette proposition de corrigé, à partir des enrichissements successifs apportés aux différents stades d'élaboration et de contrôle des sujets. Pour autant, ce document ne vise pas l'exhaustivité mais tente simplement d'apporter à chaque question, les éléments de réponse couramment admis par la communauté enseignante.

Il est donc tout à fait normal que certaines copies proposent des pistes voisines de celles du corrigé ou encore que des élèves aient choisi de développer certains points qui leur ont semblé correspondre à une compréhension plus large de la question posée. Il appartient aux correcteurs de ne pas se laisser « enfermer » par la proposition de corrigé et d'analyser les productions des candidats avec intelligence en n'hésitant pas à valoriser ceux qui font preuve de capacités d'analyse et de réflexion.

Par ailleurs, certaines questions peuvent aborder des sujets qui font débat ou pour lesquels les savoirs ne sont pas encore stabilisés. Il en est ainsi de certaines thématiques propres à l'économie, particulièrement sensibles au contexte social et politique.

Les correcteurs doivent s'efforcer de faire abstraction de leurs propres positions et faire preuve d'ouverture d'esprit en cherchant avant tout à différencier les candidats en fonction de leur capacité à percevoir le sens d'une question et de la qualité de l'argumentation qu'ils développent.

En conclusion, les propositions de corrigés apportent des repères sur lesquels a été trouvé un large consensus. C'est ensuite à la commission de barème de les compléter par des éléments plus fins d'appréciation permettant de valoriser les candidats disposant d'un ensemble de connaissances organisé, d'un esprit d'analyse satisfaisant et capables de produire sous forme écrite le résultat d'une réflexion. En tout dernier lieu, c'est au correcteur que revient la lourde responsabilité de prendre le recul nécessaire par rapport au corrigé et d'évaluer les travaux avec un souci d'objectivité en n'oubliant pas que le baccalauréat sanctionne le cycle terminal des études secondaires et que le niveau des candidats ne peut en aucune façon être comparé avec celui de l'université dans le domaine des sciences économiques.

PREMIERE PARTIE : TRAVAIL METHODOLOGIQUE (10 points) :

1) Analysez les menaces et opportunités de l'environnement du secteur de la confiserie

Le marché de la confiserie est un sous-ensemble de l'immense marché de « l'alimentation conditionnée » (par opposition aux produits frais).

Les opportunités :

- il est très important, plus de 160 milliards de dollars (la moitié du marché des produits laitiers),
- d'autre part, il est l'un des moins sensibles à la crise : prévision d'une croissance annuelle des ventes de confiserie de 7 % en volume sur la période 2009-2014,
- le secteur des gommes (chewing-gum) est très porteur : prévision de croissance annuelle de 8 % pour 2009-2014,

- ce marché explose dans les pays émergents (ex. Le marché du chocolat en Inde progresse de 20 % par an).

Les menaces :

- le marché se tasse dans les pays développés,
- marché très concentré avec Mars, le premier, avec presque 15 % du marché mondial, suivi de Cadbury (10,3 %) et le peloton des autres, Nestlé, Hershey, Kraft ou Ferrero,

2) Analysez les forces et faiblesses de Kraft

Les atouts

La taille (2eme mondial de la confiserie)

Chiffre d'affaires (2008) : 42,2 milliards de dollars

Résultat net : 2,9 milliards de dollars

La présence européenne (LU et Jacobs Suchard)

Bonnes positions dans les snacks et biscuits, le chocolat et les plats

Forte expérience en matière de fusions-acquisitions

Très complémentaire de Cadbury

Les faiblesses

Absent du chewing-gum, en forte croissance

Seulement 13 % des ventes dans les pays émergents

Groupe dont le périmètre n'est jamais stabilisé

3) Quel est le facteur clé de succès dans les métiers de l'alimentation ?

Dans les métiers de l'alimentation, la taille est un avantage à deux niveaux :

- En amont pour amortir la fabrication en très grandes séries de produits mondiaux → économies d'échelle
- En aval pour négocier en position de force avec les puissants distributeurs → pouvoir de négociation avec les clients

L'enjeu n'est donc pas d'être gros globalement, mais gros dans sa catégorie

4) Repérez les choix stratégiques de Kraft et appréciez leur pertinence par rapport à l'évolution de l'environnement

- Stratégie d'acquisitions donc de croissance externe pour atteindre la taille critique sur les secteurs visés, acquérir des positions dominantes et bénéficier de synergie (activités proches et complémentaires) → le nouvel ensemble détrônerait Mars pour devenir le numéro un mondial de la confiserie.
- Développement sur les marchés géographiques les plus porteurs : les marchés émergents et rattrapage sur le marché britannique
- Développement sur les métiers les plus prometteurs : la confiserie, le chocolat, le chewing-gum

DEUXIEME PARTIE : DEVELOPPEMENT STRUCTURE (10 points) :

« La dette publique est-elle souhaitable ? »

Accroche :

Déficit public, dette publique...sont au centre des préoccupations (voir l'actualité). Ex. : Dans l'ensemble des pays, la crise financière et les menaces de faillites bancaires ont amené les Etats à se porter au secours des banques. Les aides à certaines branches industrielles en péril ont également mobilisé des ressources financières publiques considérables. L'endettement public, déjà structurellement élevé dans beaucoup de pays, se retrouve à des niveaux jusqu'alors inconnus.

Définition :

Le principal indicateur de l'endettement public est la dette publique c'est-à-dire la dette de Etat et des administrations publiques (collectivités locales, sécurité sociale). C'est le cumul des emprunts des administrations publiques et les intérêts portant sur ces emprunts. *(Remarque : Ne pas confondre dette et déficit public. Le déficit est le solde annuel négatif entre recettes et dépenses. Pour financer ce déficit, l'Etat emprunte et s'endette. Le paiement des intérêts est une dépense du budget)*

Problématique :

En 2009, sous l'effet de l'augmentation des dépenses liées au plan de relance et de la chute des recettes fiscales, le déficit public (Etat, collectivités locales et Sécurité sociale) atteindra en France, le niveau de 8,2 % du PIB. La dette publique atteindra, quant à elle, 84 % du PIB. Cette situation nouvelle fait l'objet d'analyses divergentes quant à ses conséquences de long terme. Pour certains, c'est une menace pour le futur, pour d'autres c'est une nécessité face aux menaces économiques actuelles, et un investissement dans le futur.

Plan :

Nous verrons dans une première partie en quoi la dette publique peut être une menace, et nous verrons ensuite, dans une deuxième partie, qu'elle peut être un mal nécessaire....

I. La dette publique, une menace

Comment en est-on arrivé là ? Pourquoi faut-il s'en inquiéter ?

A – Menaces pour l'Etat

- les exigences européennes dues à l'appartenance à l'UEM, impliquent que l'on fasse diminuer cette dette.
- l'ampleur de la dette réduit les moyens d'action de l'Etat : les emprunts passés par les administrations pour financer leurs déficits, font gonfler la charge des intérêts de la dette. Ces intérêts représentent 15% des dépenses actuelles de l'Etat. Avec 40 milliards d'euros, c'est le deuxième poste des dépenses totales du budget (juste après l'Education nationale, 56 milliards d'euros). Effet « boule de neige ». Cela réduit la marge de manœuvre des futurs budgets.

- menaces de cessation de paiements qui pèseraient sur certains pays (Islande, Lettonie...), craintes sur la « soutenabilité » de la dette américaine, avertissements des agences de notation sur la dette britannique, nécessité de concessions à la Chine, aujourd'hui premier créancier des Etats-Unis.

- craintes aussi sur les stratégies de sortie de l'endettement : en l'absence de retour à une croissance forte, le déversement de liquidités supplémentaires fait courir le risque d'un retour de tensions inflationnistes. Enfin, certains économistes ou hommes politiques prédisent à moyen terme une inéluctable hausse des prélèvements obligatoires.

B – Menaces pour les autres acteurs de l'économie

- les générations actuelles reporteraient la charge des dépenses publiques **sur les générations futures**.

- cette dette consiste à organiser un **transfert de richesses** des contribuables ordinaires, qui paient des impôts, vers des détenteurs de capitaux, les créanciers qui avancent de l'argent à l'Etat (en plaçant leur épargne en bons du Trésor)

- les entreprises qui voudraient emprunter à long terme sur les marchés de capitaux seraient exposées à la concurrence des Etats (**l'effet d'éviction**)

Certains, pourtant, modèrent ces jugements en insistant sur le fait que les gouvernements n'avaient pas d'autre choix pour éviter la catastrophe financière en chaîne. Ils réfutent l'argument du « fardeau de la dette » pour les générations futures en mettant en avant la valeur du patrimoine public accumulé en contrepartie, à la disposition de ces générations. Enfin, ils mettent en cause la rigidité des critères de Maastricht rigide responsable, selon ces analystes, de la faible croissance des vingt dernières années.

II. La dette publique, un mal nécessaire

A – L'endettement n'est pas un mal en soi

L'endettement ne constitue pas un problème en lui-même car il permet un meilleur fonctionnement de l'économie (grâce aux investissements en particulier) et une création ultérieure de richesses supplémentaires.

Faire un déficit n'est donc pas un mal en soi. Cela permet d'engager des dépenses qui, si elles engendrent la croissance, vont permettre de rembourser les emprunts souscrits. C'est le principe même du fonctionnement du capitalisme : les entreprises s'endettent pour investir et créer des richesses supplémentaires qui leur permettent de rembourser leurs emprunts et plus. Tout le problème tient au fait que la croissance n'est pas au rendez-vous et qu'en conséquence, la dette, loin de se résorber, s'accumule.

B – La nécessité de relancer et élever le niveau de la croissance

La lutte contre la dette publique est-elle envisageable ? Pour réduire le déficit public, soit on augmente les prélèvements obligatoires, soit on réduit les dépenses publiques

Or, on ne peut voir la solution dans la réduction des dépenses publiques sans s'interroger sur les conséquences d'une telle réduction sur la variable essentielle : la croissance.

- rôle conjoncturel des dépenses ; relancer la croissance...
Pour les keynésiens : le budget doit avoir un poids supérieur pour assurer les fonctions d'un Etat-Providence (régulation de l'économie par la politique conjoncturelle, allocation de ressources, protection sociale). L'équilibre n'est pas une fin en soi ; **le déficit est un instrument actif de politique économique qui permet de relancer la demande par des dépenses publiques supérieures aux recettes**. La croissance qui devrait en résulter, entraînerait des rentrées fiscales qui résorberaient automatiquement le déficit.
- rôle structurel des dépenses : élever le niveau de la croissance....
La Nouvelle Ecole Classique reconnaît que la dépense publique joue un rôle déterminant dans la croissance à long terme si elle s'investit dans le capital humain (éducation, formation), dans la recherche, dans les infrastructures (« biens publics ») élevant ainsi la productivité et le rythme d'activité (**théories dites « de la croissance endogène »**).
- **Transférer les dépenses de protection sociale sur les individus ?** risque d'inégalités, de freiner la croissance

Conclusion

En conclusion, si la dette publique doit être stabilisée, il semble difficile d'envisager de réduire les dépenses publiques. Déficit et dette publique sont la conséquence, et non la cause autonome, de la situation macroéconomique.

Sans nul doute, il faut s'inquiéter de ne pas laisser filer la DP et les déficits, mais s'endetter n'est pas un mal en soit (**investir plutôt qu'épargner**) La dette peut être un bon moyen de s'enrichir mais elle peut également, sous certaines conditions, appauvrir voire causer la faillite, il faut juste que la DP soit soutenable. La dette est soutenable si elle peut être maintenue sans ajustement excessif dans le futur. Cela implique solvabilité et liquidité de l'Etat. Ces éléments reposent sur la confiance des créanciers et la crédibilité des autorités, ils ne peuvent être définis dans l'absolu...